

Rwanda

Forces gouvernementales et rebelles se disputent le contrôle de la capitale

Jean Hélène

Le Monde, 14 avril 1994, page 7

Des troupes du Front patriotique rwandais (FPR) ont commencé, mardi 12 avril, de pénétrer dans Kigali où, mercredi dans la matinée, de violents combats à l'arme lourde les opposaient aux forces gouvernementales.

Les tirs à l'arme lourde semblaient toujours provenir, mercredi, à Kigali, du secteur de l'ancien Parlement, où sont retranchés les combattants du Front patriotique rwandais (FPR). « *La situation militaire reste sous le contrôle des forces armées rwandaises (FAR) dans tout le pays, y compris à Kigali* », a assuré la radio nationale. Pourtant, les Nations unies ont confirmé l'entrée, mardi, de troupes rebelles dans la capitale où ils cherchent à gagner du terrain. Le gouvernement, qui a proposé une trêve, a accusé la Mission

des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) et les soldats belges « *d'apporter une aide technique aux rebelles* ». De son côté, la radio du FPR a annoncé que la MINUAR et le FPR avaient signé un accord destiné à permettre l'évacuation des étrangers pendant une période de quarante-huit heures. Le représentant des rebelles à New York s'est fait plus menaçant, promettant que ceux-ci « *engageraient le combat* » avec les troupes occidentales si ce délai n'était pas respecté. Mardi, dans la matinée, une violente canonnade, un peu plus proche que d'habitude, avait semé la panique dans toute la ville et jusque dans les rangs des troupes occidentales chargées d'évacuer les derniers candidats au départ. Vers 9 heures, les soldats français avaient abandonné l'ambassade de France, escortant, dans deux ca-

mions soigneusement bâchés, la cinquantaine de Rwandais (toutes ethnies confondues) qui y avaient trouvé refuge. Parce qu'il était « visé » par les troupes rwandaises, l'ambassadeur de Belgique, le dernier ambassadeur occidental présent sur place, décidait, quelques heures plus tard, de suivre l'exemple de son homologue français.

Retrait français

Les commandos des opérations spéciales (COS) de l'armée française décrochaient du Centre culturel français, aussitôt remplacés par les soldats belges qui s'en retiraient une demi-heure plus tard, après avoir embarqué les quatorze Rwandais qui y étaient terrés depuis six jours. Une jeune femme était jetée au fond d'un camion avec ses deux bambins tandis qu'un père de famille abandonnait ses trois enfants cachés quelque part dans la capitale et qu'il n'avait pas réussi à rejoindre depuis le début des massacres, le 7 avril. Vers 15 heures, un convoi belge escorté par un blindé s'immobilisait devant l'hôtel des Mille Collines. En hurlant, le commandant donnait aux seuls expatriés occidentaux quinze minutes pour faire leur valise. Refoulé sans ménagement, un pharmacien rwandais voyait ainsi partir vers l'aéroport son épouse d'origine russe et ses trois

enfants.

La panique avait surtout saisi les civils qui, en longues colonnes, par dizaines de milliers, ont fui à pied vers le sud. Ailleurs, en ville, les miliciens armés de machettes, de couteaux et de grenades n'avaient pas bougé des barrages dressés sur les grands axes routiers. A l'hôtel des Mille-Collines, ne restaient que deux prêtres québécois décidés à ne pas quitter le pays, deux officiers de la MINUAR, une douzaine de journalistes occidentaux et quelques Rwandais terrorisés ou résignés. Les Tutsis craignaient encore des exactions de la garde présidentielle, essentiellement composée de Hutus. Et les Hutus redoutaient déjà la vengeance des combattants tutsis du FPR, de plus en plus infiltrés en ville. Tandis que le gouvernement qui avait quitté Kigali le matin même, probablement vers Gitarama, à cinquante kilomètres plus au sud, demeurait injoignable, un porte-parole des rebelles affirmait que le FPR occupait désormais quatre nouvelles positions autour de la capitale. Déchiré de temps à autre par quelques rafales assez éloignées, un calme étrange régnait au centre-ville. Dans le quartier des ministères, les soldats occupaient les carrefours ou patrouillaient dans les rues. Des véhicules civils chargés de militaires circulaient à vive allure. Difficile de savoir s'ils quittaient Kigali ou montaient au front. A l'aéroport, station-

naient encore, mardi dans la soirée, environ 1 150 soldats étrangers (huit cents Belges et trois cent cinquante Français). Paris décidait alors de retirer le tiers de ses effectifs tandis que Rome annonçait l'envoi de quatre-vingts hommes chargés d'assurer la sécurité des pistes. De son côté, le général Roméo Dallaire, commandant des forces de la MINUAR, maintenait le contact entre les belligérants. Il se serait rendu, à plusieurs reprises, au ministère de la défense, siège de l'état-major de l'armée rwandaise.

Le délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait, dans la journée, fait édifier des murets avec des sacs de sable pour protéger la cour de sa résidence, précisant que

son personnel, parmi lesquels vingt-cinq expatriés, était résolu à tenir aussi longtemps que possible. Il annonçait l'arrivée, prévue pour jeudi matin, d'une équipe chirurgicale et de matériel à bord d'un convoi venant par la route de Bujumbura.

JEAN HÉLÈNE

Rectificatif

L'armée rwandaise et la garde présidentielle sont essentiellement composées de Hutus et non pas de Tutsis comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article sur la fermeture de l'ambassade de France à Kigali dans le Monde du 13 avril.